

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-26 du 23 août 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis s'opposent à la plainte déposée par la Chine à l'OMC relative à l'IRA
2. Les membres de l'IPEF annoncent des avancées sur le pilier chaînes d'approvisionnement
3. Des représentants de l'industrie américaine appellent les États-Unis à se coordonner avec ses alliés en matière de contrôle des investissements sortants
4. Les États-Unis et la Chine poursuivent leurs travaux bilatéraux dans le domaine financier

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden publie sa toute première stratégie de lutte contre les fortes chaleurs

Transport et infrastructure

6. L'administration fédérale publie sa vision pour le déploiement des systèmes connectés V2X

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA propose une nouvelle norme sur la présence de salmonelles dans les produits de volaille crus

Santé

8. Les ventes de médicaments amaigrissants sont en forte hausse pour Eli Lilly
9. Les centres de santé communautaires américains sont confrontés à une double difficulté : la pénurie de personnel et l'augmentation du nombre de patients

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis s'opposent à la plainte déposée par la Chine à l'OMC relative à l'IRA

La représentation permanente des États-Unis auprès de l'OMC a [publié](#) le 26 juillet un communiqué au sein duquel elle s'oppose à la première tentative par la Chine de mettre en place un panel d'experts afin d'étudier la compatibilité des crédits d'impôts de l'IRA avec le droit de l'OMC [voir [Brèves sectorielles du 29 mars 2024](#)]. Selon la déclaration américaine, les États-Unis considèrent que la demande d'établissement d'un panel par la Chine est une « tentative d'empêcher les progrès sur ces questions critiques [répondre aux enjeux posés par la crise climatique mondiale et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement en énergie propre], d'accentuer la dépendance aux surcapacités non-marchandes chinoises et de nuire plus largement aux intérêts de tous les membres de l'OMC ». La déclaration américaine estime par ailleurs que les règles fixées par l'OMC « autorisent les mesures destinées à [se] protéger et protéger [son] environnement contre le réchauffement climatique, à l'instar des crédits d'impôt pour l'énergie propre prévus par l'IRA ». La réglementation de l'OMC ne permet pas aux États-Unis de bloquer une seconde tentative d'établissement d'un panel d'experts par Pékin, qui pourrait survenir lors de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends de l'OMC prévue le 23 septembre 2024.

2. Les membres de l'IPEF annoncent des avancées sur le pilier chaînes d'approvisionnement

Le 30 juillet, le Département américain du Commerce a [fait part](#) des avancées dans la mise en œuvre d'un des quatre piliers du Cadre économique indopacifique (IPEF), celui portant sur les chaînes d'approvisionnement. Les trois entités établies dans le cadre de ce pilier (le Conseil sur les chaînes d'approvisionnement, le Réseau de réponse aux crises et le Conseil sur les droits des travailleurs) ont tenu leur première réunion, en virtuel, permettant de désigner leur présidence. Le Secrétaire adjoint au Commerce en charge de l'industrie et de l'analyse, Grant Harris, siègera au sein du Conseil sur les chaînes d'approvisionnement, dont les États-Unis assureront la présidence et l'Inde la vice-présidence. La Sous-Secrétaire adjointe au Travail en charge des affaires internationales, Thea Lee, siègera aux côtés du représentant des travailleurs Eric Gottwald (American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations) et de la représentante des employeurs Ewa Staworzynska (US Council for International Business) au sein du Conseil sur les droits des travailleurs, dont les États-Unis assureront également la présidence et les Îles Fidji la vice-présidence. Enfin, les membres du Réseau de réponse aux crises ont décidé de confier la présidence à la Corée du Sud et la vice-présidence au Japon. Les discussions au sein de ces différentes entités devraient se poursuivre en présentiel à

Washington le mois prochain, en marge du Sommet sur les chaînes de valeur organisé par le Département du Commerce le 10 septembre 2024.

3. Des représentants de l'industrie américaine appellent les États-Unis à se coordonner avec ses alliés en matière de contrôle des investissements sortants

Le 4 août, le Département du Trésor a clôturé l'appel à commentaires publics concernant la proposition de réglementation relative à la mise en œuvre d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants vers la Chine, Hong Kong et Macao [voir [Brèves sectorielles du 28 juin 2024](#)]. Parmi les 46 commentaires [publiés](#) par le Département du Trésor, plusieurs représentants du secteur privé américain appellent l'administration à renforcer la coopération avec les alliés des États-Unis, afin que les entreprises américaines ne soient pas pénalisées en étant seules à être soumises aux restrictions prévues dans la proposition de réglementation. L'US-China Business Council considère ainsi qu'« une action unilatérale [des États-Unis] limiterait la capacité des entreprises américaines à opérer sur de vastes marchés alors que leurs concurrents étrangers pourraient maintenir des activités normales ». La Semiconductor Industry Association estime de son côté que « les sociétés étrangères remplacent déjà les financements et l'expertise technologique des États-Unis dans les territoires concernés [par le mécanisme], avant même que ce programme ne soit mis en œuvre ». Certains représentants du secteur privé américain sollicitent également une clarification concernant la définition de certains termes, à l'instar des « entités étrangères contrôlées ». L'organisation patronale VDMA, représentant plusieurs équipementiers allemands, a par ailleurs exprimé ses préoccupations concernant l'extraterritorialité du mécanisme. VDMA considère que l'imposition de restrictions à l'investissement « constitue une conception trop large de la juridiction américaine, qui pourrait avoir un effet dissuasif sur les relations transatlantiques en matière de commerce et d'investissement ». Le Département du Trésor doit à présent publier une règle finale concernant le fonctionnement de ce mécanisme de contrôle des investissements sortants.

4. Les États-Unis et la Chine poursuivent leurs travaux bilatéraux dans le domaine financier

Les 15 et 16 août, une délégation du Département du Trésor américain s'est rendue à Shanghai afin de participer à la cinquième session du groupe de travail sino-américain consacré aux sujets financiers. Selon le communiqué [publié](#) par le Département du Trésor, les échanges ont notamment porté sur les tests de scénarios climatiques réalisés par les banques centrales, la résilience opérationnelle du secteur financier, la stabilité macroéconomique et financière, les paiements transfrontaliers, la finance durable et les questions relatives aux marchés des capitaux. Les deux parties ont également discuté des risques concernant les pratiques de

blanchiment d'argent, notamment les enjeux liés aux bénéficiaires ultimes et les potentielles révisions de la loi chinoise en matière de lutte contre ces pratiques.

Brèves

- Le 30 juillet, l'USTR a [annoncé](#) qu'un accord avait été conclu afin de remédier aux manquements au respect des droits des travailleurs d'une usine Volkswagen située au Mexique, qui avaient suscité l'activation par les États-Unis du Mécanisme de réponse rapide de l'accord USMCA en mai dernier [voir [Brèves sectorielles du 31 mai 2024](#)]. Aux termes de cet accord, le gouvernement mexicain s'assurera notamment que Volkswagen Mexico réintègre huit travailleurs et indemnise complètement un travailleur ayant choisi l'indemnisation plutôt que la réintégration.
- Le 6 août, le Département d'État a [annoncé](#) que le mandat de la Représentante Spéciale américaine pour la reconstruction économique de l'Ukraine, Penny Pritzker, était arrivé à son terme. Elle est remplacée dans ces fonctions par Richard Verma, précédemment Secrétaire d'État adjoint pour la Gestion et les Ressources.
- Le 6 août, le Département du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'encontre de l'entreprise de tabac paraguayenne Tabacalera del Este en raison du soutien financier qu'elle aurait apporté à l'ancien président Horacio Manuel Cartes Jara, lui-même sanctionné en 2023 pour des faits de corruption.
- Le 9 août, le Département américain du Trésor a [adopté](#), en lien avec le Royaume-Uni et le Canada, des sanctions à l'égard de 19 individus, 14 entités et 1 appareil liés à la Biélorussie, accusés d'avoir contribué au soutien de l'effort de guerre russe en Ukraine en contournant les sanctions en vigueur.
- Le 15 août, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard d'un réseau de sociétés, individus et navires impliqués dans le transport de produits iraniens afin de soutenir les activités des houthis en mer Rouge.

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden publie sa toute première stratégie de lutte contre les fortes chaleurs

Le 14 août, l'administration Biden a [publié](#) la toute première stratégie nationale de lutte contre les fortes chaleurs (National Heat Strategy). Établie pour la période 2024-2030, cette stratégie vise à promouvoir une coordination proactive en matière de planification, d'intervention et de résilience en matière de chaleur. Elle s'appuie pour cela sur les efforts engagés par près de 30 ministères et organismes fédéraux associés au sein d'une instance interagence

servant de point focal, appelée le NIHHS (National Integrated Heat Health Information System) et co-dirigé par les CDC (Centers for Disease Control and Prevention), la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration), l'OCCHE (Office of Climate Change and Health Equity) au sein du Département de la Santé (HHS) et de la FEMA (Federal Emergency Management Agency) au sein du Département de la Sécurité intérieure (DHS).

Le document décrit l'impact de la chaleur sur la santé et le bien-être des êtres humains, des animaux et des écosystèmes, ainsi que les conséquences économiques et sociétales associées. Il établit également une série d'actions rattachés à 4 grands objectifs stratégiques :

1. améliorer la communication et la sensibilisation aux risques liés aux chaleurs extrêmes ;
2. faire progresser la recherche scientifique sur la chaleur et ses impacts et développer des outils de connaissance à cette fin ;
3. mettre à disposition de tous les acteurs des informations, services et solutions utiles en matière d'évaluation, d'alerte et de prévention des risques à leur niveau ;
4. renforcer la collaboration interagence et le soutien fédéral auprès des collectivités et communautés tribales.

Les outils développés par les agences fédérales dans ce domaine comprennent notamment :

- Le [HeatRisk](#), une carte de prévision des risques de chaleur sur 7 jours sur l'ensemble du pays assortie d'un [tableau de bord](#) territorialisé à l'échelle du code postal, développé par les CDC en partenariat avec le service de prévision météorologique de la NOAA
- Le [Heat and Health Index](#) (HHI), un nouvel indicateur territorialisé à l'échelle du code postal qui permet d'évaluer finement la vulnérabilité des communautés en tenant compte de [facteurs](#) relatifs à l'historique, l'état de santé chronique, la socio-démographie et l'environnement naturel et bâti, développé par le Département de la Santé (HHS)
- L'[EMS HeatTracker](#), un outil de suivi hebdomadaire des capacités des services d'urgence, qui mesure notamment le délai de prise en charge des incidents relatifs à la chaleur, lancé l'an dernier en partenariat avec le Département des Transports (DoT)
- Un [guide clinique sur la chaleur et la santé](#) à destination des personnels de santé, des patients et de la population générale, publié par les CDC

Selon les CDC, environ 1 220 personnes meurent chaque année du fait de la chaleur extrême aux États-Unis, ce qui fait de la chaleur la principale cause de mortalité liée aux conditions météorologiques dans le pays.

Transport et infrastructure

6. L'administration fédérale publie sa vision pour le déploiement des systèmes connectés V2X

Le 16 août, le Département des Transports (DoT) a [publié](#) un plan national destiné à accélérer le déploiement des technologies V2X à travers les États-Unis à l'horizon 2036, dans l'objectif que ces systèmes communicants associés aux véhicules connectés puissent contribuer à réduire l'accidentologie routière ([Saving Lives with Connectivity: A Plan to Accelerate V2X Deployment](#)). Les technologies V2X (Vehicle-to-Everything) permettent aux véhicules et aux dispositifs sans fil de communiquer entre eux et avec l'infrastructure routière.

Le plan, qui a été soumis à la consultation du public en octobre dernier, met l'accent sur l'objectif général d'un système de transport plus sûr, plus sécuritaire et plus efficace, tout en préservant la vie privée et la protection des consommateurs. En marge de sa publication, le Secrétaire aux Transports P. Buttigieg a indiqué que « le Département reconnaissait les bénéfices potentiels du V2X en matière de sécurité » et que « ce plan rapprocherait les États-Unis d'une adoption de cette technologie à travers tout le pays ».

Bien que le plan ne comprenne aucune obligation et ne mentionne aucune exigence réglementaire ni aucune disposition législative, l'administration fédérale appelle les acteurs publics et privés (États fédérés et gouvernements locaux, opérateurs de transport en commun et de fret, constructeurs automobiles) à actualiser leurs plans de transport et leurs stratégies d'investissement pour inclure la technologie V2X. Elle propose pour cela un déploiement en trois phases, chacune étant assortie d'objectifs en matière d'équipement des infrastructures, d'équipement des véhicules, d'utilisation de bande de fréquence, de progression de l'interopérabilité et de développement de cas d'usage.

S'agissant de l'infrastructure, le plan du DoT prévoit par exemple pour chaque phase :

- à court terme (2024-2028) : déploiement du V2X sur 20 % du réseau routier national et 25 % des intersections à feux dans les 75 principales zones métropolitaines
- à moyen terme (2029-2031) : déploiement du V2X sur 50 % du réseau routier national et 50 % des intersections à feux dans les 75 principales zones métropolitaines
- à long terme (2032-2036) : déploiement du V2X sur la totalité du réseau routier national, 85 % des intersections à feux dans les 75 principales zones métropolitaines et 75 % des intersections du pays.

Le plan mentionne que le DoT soutiendra les déploiements dans l'infrastructure à travers des montants non spécifiés de financements « de démarrage » (*seed funding*). En juin, la FHWA avait notamment

annoncé l'octroi d'une subvention de 60 M\$ pour des projets V2X en Arizona, au Texas et dans l'Utah [voir [Brèves sectorielles du 28 juin 2024](#)].

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA propose une nouvelle norme sur la présence de salmonelles dans les produits de volaille crus

Le Food Safety Inspection Service (FSIS) du Département de l'Agriculture (USDA) a [soumis](#) à consultation un projet de règlement visant à réduire la contamination des produits de volaille crus par les salmonelles. Plus d'un million d'infections à salmonelles sont déclarées chaque année aux États-Unis, liées principalement à la volaille. Le projet de règlement fixe des normes au-delà desquelles les produits contaminés seraient jugés impropres à la consommation et impose aux établissements de volaille d'adopter des plans de maîtrise sanitaire stricts.

La proposition a d'ores et déjà reçu des réactions contrastées. Le Center for Science in the Public Interest (CSPI) et le Consumer Reports saluent cette avancée majeure en matière de protection du consommateur. En revanche, l'industrie avicole, représentée par le National Chicken Council (NCC), critique vivement le projet de norme, considérant que son impact positif sur la santé publique n'a pas été suffisamment démontré et qu'il ne peut qu'augmenter les prix du poulet.

Brèves

- Le Bureau du budget du Congrès (CBO) a [publié](#) une évaluation de la proposition de Farm Bill (« loi sur l'agriculture, l'alimentation et la sécurité nationale » de 2024 – HR. 8467), adoptée par la commission de l'Agriculture de la Chambre des représentants. Selon le CBO, la proposition générerait une augmentation des dépenses directes de 15,4 Md\$ pour la période 2025-2029 et de 33 Md\$ pour 2025-2033. Le total des dépenses pour les programmes agricoles et nutritionnels atteindrait ainsi 1 250 Md\$ durant la période 2025-2033. Le président de la commission de l'Agriculture, Glenn Thompson (R-Pennsylvanie), a critiqué cette évaluation, affirmant qu'elle sous-estimait les économies réalisées par la suspension de la section 5 de la loi sur la Commodity Credit Corporation (CCC), donnant droit au Secrétaire à l'Agriculture d'en disposer pour soutenir les prix agricoles. Le CBO a estimé que la suspension de cette section réduirait les dépenses de 7,2 Md\$ sur la même période. De leur côté, les démocrates, comme David Scott (D-Géorgie), ont souligné la nécessité de continuer les négociations bipartites. Debbie Stabenow (D-

Michigan), présidente de la commission de l'Agriculture au Sénat, a critiqué la proposition des républicains, la jugeant insuffisamment étayée, et a également invité ses collègues à reprendre les négociations pour parvenir à un accord bipartisan avant la fin de l'année.

Santé

8. Les ventes de médicaments amaigrissants sont en forte hausse pour Eli Lilly

Le géant pharmaceutique Eli Lilly a [revu](#) à la hausse ses prévisions de chiffre d'affaires après avoir dépassé les attentes en matière de ventes de ses traitements les plus importants. Les ventes de son médicament amaigrissant Zepbound ont ainsi totalisé 1,24 Md\$ au deuxième trimestre – moins d'un an après sa mise sur le marché – alors que Wall Street attendait 819 M\$, [selon la société d'études de marché Third Bridge](#). Les ventes du médicament contre le diabète Mounjaro se sont élevées à 3,09 Md\$, alors que Wall Street attendait 2,4 Md\$.

9. Les centres de santé communautaires américains sont confrontés à une double difficulté : la pénurie de personnel et l'augmentation du nombre de patients

Selon une [étude](#) du 8 août du Commonwealth Fund, les centres de santé sociaux américain (*community health centers*) ont signalé une augmentation des pénuries de main-d'œuvre pour tous les types de prestations de soins entre 2018 et 2024.

- 70 % des centres de santé ont déclaré ne pas avoir assez d'infirmières (en hausse par rapport à 54 % en 2018) ;
- 49 % des centres ont signalé des pénuries d'infirmières, d'assistantes médicales et de praticiens spécialisés, contre 39 % en 2018.

Le pourcentage de centres de santé signalant des pénuries de prestataires de santé mentale, de médecins de premier recours et d'autres prestataires de services tels que les travailleurs sociaux et les conseillers en assurance a également augmenté entre les deux enquêtes.

Dans le même temps, les listes de patients ont augmenté de 2,7 millions de patients depuis 2020, selon le HHS.

Brèves

- La startup américaine Truepill, fournisseur de pharmacie numérique, a [accepté](#) une offre de rachat pour 525 M\$ par la compagnie irlandaise LetsGetChecked. Par le passé, Truepill, dont le siège est à Hayward, en Californie, avait levé plus de 370 M\$ en capital-risque auprès d'entreprises comme Optum,

Optum Ventures, Oak HC/FT et Initialized Capital, portant sa valorisation à 1,6 Md\$ en 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)